

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

AIRBUS-EADS, ALCATEL-LUCENT...

Le patronat doit payer

Les récentes annonces de milliers de suppressions d'emploi, notamment chez Airbus-EADS (10 000 dont 4 300 en France) et Alcatel-Lucent (12 500 dont 1 400 en France) sont inacceptables. C'est une nouvelle illustration de la rapacité du patronat et des actionnaires dont le seul objectif est d'enranger un maximum de profits.

Le cas d'Airbus est particulièrement révélateur des méthodes capitalistes. Les principaux actionnaires privés, Lagardère et Daimler-Chrysler, qui ont empoché pendant des années les profits réalisés, se désintéressent aujourd'hui de l'entreprise, à la première difficulté venue.

Pour dégager de l'argent frais, Louis Gallois, le PDG d'EADS, propose le plan « Power 8 », que l'on peut résumer ainsi : réduction drastique des effectifs d'Airbus, vente de certains sites de production (Saint-Nazaire et Méaulte) et donc logiquement augmentation des cadences de travail sur les sites restant puisque le carnet de commandes est plein.

Ce sera cela ou bien... ou bien les contribuables paieront ! PS et UMP craignent une crise sociale qui, comme celle de Vilvorde en 1997, viendrait polluer leur petite campagne électorale. Ils vont donc s'accorder sur l'essentiel : en rachetant des actions du groupe, les pouvoirs publics débloquent l'argent que le patronat ne veut pas déboursier.

Quant au groupe Alcatel-Lucent, c'est encore plus simple. Issu d'une fusion récente, il génère des profits immenses : 522 millions d'euros en 2006. Les suppressions d'emplois annoncées ne visent qu'à augmenter un peu plus les dividendes des actionnaires, qui s'élevaient déjà à 370 millions d'euros l'an dernier.

CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE SE SAIGNER

De l'argent il y en a. C'est au patronat et aux actionnaires de payer le prix de leurs

errements, pas aux travailleuses et aux travailleurs. Il faut le contraindre à **maintenir tous les emplois aujourd'hui menacés**. Rompre avec le cycle des délocalisations et des licenciements nécessite de s'en prendre au pouvoir sans partage des capitalistes, en exigeant une totale transparence sur les comptes des entreprises, la fin de toutes les exonérations de charges sociales, le remboursement des aides perçues par l'Etat et la garantie d'un droit au travail et au revenu sans contrepartie.

LES CAPITAUX N'ONT PAS DE FRONTIÈRES, LES SALARIÉ-E-S N'ONT PAS DE PATRIE !

A Airbus comme ailleurs, c'est par la lutte et dans l'unité entre les travailleurs et les travailleuses des différents sites concernés, à l'échelle nationale comme internationale, qu'une riposte pourra émerger. On ne peut pas se résoudre à un saccage de l'emploi qui devrait être « mieux » partagé entre les différents pays (France, Allemagne, Espagne et Grande-Bretagne). La compétitivité n'est qu'une guerre économique que se livrent les détenteurs de capitaux à l'échelle internationale. Nul patriotisme économique donc.

Il nous faut dénoncer cette logique du toujours moins-disant social car à ce jeu là, les travailleurs et les travailleuses seront toujours perdants, les actionnaires exigeant toujours plus de marges de profit. C'est la loi d'airain du Capital, feindre de l'ignorer, c'est semer l'illusion qu'il existerait un capitalisme moral, à visage humain.

REDISTRIBUER LES RICHESSES, ROMPRE AVEC LE CAPITALISME !

Pour inverser le cours des licenciements, des délocalisations et son corollaire du moins-disant social dans nos pays, les travailleurs et les travailleuses n'auront pas d'autres choix que de s'en prendre au droit de propriété des possédants (patrons, actionnaires) par la réquisition et l'autogestion des entreprises dans une logique de rupture avec le capitalisme.

Dans de nombreuses entreprises, des grèves éclatent pour l'augmentation des salaires, la transformation des emplois précaires en emplois stables comme le montre la lutte des ouvriers de Citroën-Aulnay. Là encore, la question d'une redistribution des richesses au profit de celles et ceux qui les produisent se pose avec force.

C'est le développement et l'unification des luttes des salarié-e-s qui permettra d'imposer aux possédants une répartition égalitaire des richesses produites et du travail disponible, **loin des promesses politiciennes qui ne valent que le temps des élections.**

Alternative libertaire
BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique (SVF)

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....